



HAL
open science

Ruines et monuments de la Guerre civile espagnole

Stéphane Michonneau, Jordi Canal, Vincent Canal Jordi Duclerc

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau, Jordi Canal, Vincent Canal Jordi Duclerc. Ruines et monuments de la Guerre civile espagnole. Jordi Canal; Vincent Duclerc. La guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe, Armand Colin, pp. 245-262, 2016. <hal-01686045>

HAL Id: hal-01686045

<https://hal.science/hal-01686045v1>

Submitted on 29 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Ruines et monuments de la Guerre civile espagnole

Stéphane Michonneau
Université de Lille

Depuis 1997 environ, l'Espagne est littéralement submergée par un flot de témoignages de la répression franquiste qui n'est pas sans rappeler l'hypermnésie que la France connut au début des années 1970 à propos de Vichy. Le soixantième anniversaire du déclenchement du conflit, en 1996, avait permis d'évoquer le souvenir des Brigades Internationales. Celui de la fin du conflit, en 1999, mit en lumière l'extrême brutalité du système répressif du franquisme : les fosses communes découvertes dans d'innombrables villages et dans lesquelles reposent des dizaines de milliers de corps ; les adoptions illégales de 12 000 « enfants volés » à leurs parents républicains confiés à des institutions religieuses peu regardantes ; le travail forcé des « esclaves de Franco » dans la centaine de camps de concentration répertoriés ; ceux qui vécurent quarante ans emmurés et qu'on appela « les topos » [de *tapar*, cacher], pris dans la souricière d'un régime qui n'envisagea jamais le moindre pardon mais seulement l'implacable anéantissement des démocrates ; les femmes détenues, fréquemment violées et battues, et dont on ignorait jusqu'à l'existence, etc. Aujourd'hui encore, pas un jour ne passe sans qu'un article, une recherche, une publication ne dénonce « le pacte de silence et d'oubli » dont se serait rendue coupable la transition démocratique : la société espagnole aurait été frappée d'amnésie collective, un silence scellé par une classe politique soucieuse de réconcilier les « deux Espagnes ».

Ce phénomène mémoriel d'hypermnésie n'est pas propre à l'Espagne : il s'inscrit dans le cadre contemporain de « l'ère du tout mémoire » qui surgit en France, en Allemagne ou en Italie depuis les années 1970.

Chronologiquement, il éclot après la chute du Mur de Berlin et se développe selon des modalités assez proches de celles que connaissent les pays d'Europe orientale. Dans ces thématiques ou son vocabulaire, il se fait l'écho des crises mémorielles que connut le Cône Sud. Mais il revêt également des formes singulières où les monuments et les vestiges de la guerre civile et du franquisme sont des points de cristallisation particulièrement sensibles.

Pour comprendre les ressorts et les enjeux de ce « passé qui ne passe pas », il faut analyser le feuilletage des mémoires espagnoles depuis la guerre et l'avènement du franquisme.

1. L'empreinte de la République et de la guerre

Le régime républicain a duré trop peu longtemps pour laisser une marque indélébile dans le paysage public espagnol. Cependant, il ne faut pas négliger les politiques de mémoire républicaines qui s'inscrivaient dans le cadre d'une révolution culturelle profonde menée sur de nombreux plans intellectuels, artistiques ou universitaires. Ainsi, la proclamation de la République en 1931 fut rapidement suivie d'une volonté de républicaniser les Espagnols par un usage intensif des références au passé, un aspect trop négligé par la recherche actuelle¹. Les nomenclatures urbaines subirent des révisions importantes en exaltant non seulement les héros de la geste républicaine mais aussi, de manière générale, en réactualisant une lecture démocratique de l'héritage libéral du XIX^e siècle. Dans les régions qui manifestaient un fort sentiment national autre que l'espagnol, ces politiques se traduisirent par des changements linguistiques et la promotion d'un appareil monumental régionaliste. Surtout, la Seconde République réalisait

¹ ARÓSTEGUI, Julio (dir.), *Franco: la represión como sistema*, Barcelona, Flor del Viento Ediciones, 2012, p. 19-59.

des projets monumentaux hérités des politiques municipales républicaines là où elles s'étaient affirmées, comme à Barcelone entre 1903 et 1914. Par exemple, un monument à la République et à Pi y Margall, président de l'éphémère Première République (1873-1874), fut inauguré à Barcelone en avril 1936, au croisement des deux plus grandes avenues de la capitale catalane, le *Pg de Gràcia* et la *Diagonal*. C'était la consécration attendue d'un projet datant de 1901 et dont la première pierre avait été posée en 1915². D'autres projets naquirent alors : la transformation de l'ancienne église de la Citadelle en panthéon à Francesc Macià, le premier président de la Généralité décédé en 1933, le monument à l'avocat de gauche Francesc Layret inauguré en 1936, etc.

L'échec du coup d'État militaire du 18 juillet 1936 plongea l'Espagne républicaine dans une situation d'urgence qui mettait au second plan les politiques de mémoire d'envergure. La prévention des atteintes au patrimoine religieux que les manifestations révolutionnaires malmenaient fut la priorité du régime. La protection du patrimoine monumental des attaques de l'aviation franquiste fut une seconde priorité, notamment les œuvres d'art du Musée du Prado transportées à Genève.

Le contexte révolutionnaire accoucha malgré tout d'une culture vivace qui chercha à s'exprimer par le biais des politiques de mémoire : des monuments anciens furent abattus (comme la statue au général Prim à Barcelone ou bien le Christ qui ornait le monument au Sacré Cœur à Getafe, près de Madrid), d'autres furent érigés à la hâte, comme le monument au Soldat inconnu qui trônait sur la place de Catalogne à Barcelone.

² MICHONNEAU, Stéphane, « Un cas exemplaire de la politique de mémoire franquiste à Barcelone : le monument à la Victoire », *Bulletin de l'histoire contemporaine espagnole*, 24, décembre 1996, p. 189-203.

2. Les lieux de mémoire du premier franquisme (1936-1960)

Si la victoire des troupes franquistes, le 1^{er} avril 1939, marque un tournant majeur, les politiques de mémoire de la dictature se déploient dès le coup d'État de juillet 1936 dans les zones contrôlées par les militaires rebelles. Là, les lignes directrices fondamentales du régime prennent forme, dans et par la guerre, puis se projettent ultérieurement dans les régions prises à la République avec une rare efficacité. C'est immédiatement que les rebelles s'emparent de l'espace public, éliminent les symboles démocratiques, changent les noms de rue et de villages, organisent des actes commémoratifs et des cérémonies politico-religieuses destinées à asseoir leur domination encore fragile³. 1936 devint alors « Première année triomphale » et 1939, « l'Année de la victoire », jusque dans les documents administratifs émis par le nouvel État.

Dans ses principes, le régime franquiste n'entendit pas seulement en finir avec la révolution dans la zone républicaine mais éliminer également tout l'héritage de la tradition libérale espagnole. Mais le franquisme se nourrit de plusieurs sources idéologiques qui n'ont jamais constitué un tout cohérent et homogène : la tradition catholique intégrale, le courant monarchiste autoritaire, le caudillisme hérité du XIX^e siècle, le fasciste phalangiste, etc. La mystique belliqueuse du régime qui fait de la guerre le point de refondation d'une nouvelle Espagne occulta ces contradictions internes. Elle constitua un point de ralliement utile qui fondait, jusqu'au milieu des années 1960, sa légitimité politique⁴.

³ BERNECKER, Walther L., BRINKMANN, Sören (dir.), *Memorias divididas. Guerra civil y franquismo en la sociedad y la política españolas (1936-2008)*, Madrid, Sociedad Estatal de Commemoraciones Culturales, 2008, p. 127-163.

⁴ REIG TAPIA, Alberto, « Mitos contra-mitos y justificaciones de la Guerra Civil española », in Josefina CUESTA (dir.), *La odisea de la memoria: historia de la memoria en España, siglo XX*, Madrid, Alianza, 2008, p. 86-109.

La tonalité des premières politiques de mémoire franquistes est, jusqu'en 1945, très franchement fasciste mais elle a soin d'enraciner son œuvre dans une relecture révisionniste de l'histoire de l'Espagne qui célèbre l'unité de la péninsule, des Wisigoths aux Rois Catholiques, fait une constante référence aux destinées impériales d'une présumée « race hispanique », à travers les Grandes Découvertes et l'hégémonie mondiale de l'empire des Habsbourg, exalte tous les mouvements de résistance au libéralisme, que ce soit les guerres napoléoniennes ou l'affirmation du carlisme, nom que prend le légitimisme espagnol au XIX^e siècle. En outre, elle épouse la cause d'un catholicisme intolérant et conquérant à tel point qu'on a pu parler d'un « national-catholicisme ». Enfin, le régime imposa les principales victoires contre l'ennemi républicain en repères absolus d'une lecture partisane du conflit civil.

Le culte aux *Caídos*, tombés du côté franquistes, prit un tour obsessionnel : chaque village, chaque ville se dota de monuments imposants où dominait de gigantesques croix latines⁵. Les noms des « martyrs » de la cause franquiste envahirent l'espace public, jusqu'aux noms de nombreuses localités. L'exhumation des cadavres et leur concentration dans des champs d'honneur fut menée à grande échelle, à commencer par le transfert triomphal à dos d'homme d'Antonio Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange, d'Alicante à l'Escorial, en novembre 1939⁶.

L'iconographie ne fut pas en reste : affiches, portraits photographiques et peints, timbres, monnaies représentant le *Caudillo*

⁵ GONZÁLEZ RUIBAL, Alfredo, « Topography of Terror or Cultural Heritage? The Monuments of Franco's Spain », *Europe's Deadly Century. Perspectives on 20th Century Conflict Heritage*, p. 65-72.

⁶ BOX, Zira, « Sacrificio y martirio nacional. Pasión, muerte y glorificación de José Antonio Primo de Rivera », in *Historia del presente*, n° 6, 2005, p. 191-218.

inondèrent les lieux publics, au service d'un culte charismatique⁷. Représenté le plus souvent en uniforme, Franco y prenait la figure d'un chef militaire mais aussi d'un croisé à la tête d'une nouvelle Reconquête. L'omniprésence du Caudillo se traduisit notamment par une floraison de statues de Franco dans les années 1940, phase d'institutionnalisation et de consolidation du régime. De même, les statues équestres se multiplièrent : le ministère de l'éducation en éleva une dans l'école « Ramiro de Maeztu », destinée aux élites du pays ; celle qui trônait dans la cour de l'Académie militaire de Saragosse que Franco avait dirigé de 1928 à 1931 avait une allure martiale et comportait une croix, une épée et des symboles fascistes ; celle que l'université de Madrid commanda à José Capuz Mamano fut finalement placée en 1959 devant le ministère du logement, dans le quartier de Nuevos Ministerios.

Une grande partie des activités commémoratives du nouveau régime se célébraient dans le cadre d'un calendrier festif refondu de fond en comble, profondément marqué par les rituels phalangistes ou catholiques : le 18 juillet rappelait le soulèvement des troupes franquistes ; le 1^{er} avril le « Jour de la Victoire », le 1^{er} octobre « le Jour du Caudillo », le 20 novembre « le Jour des *Caídos* »⁸. Ces innovations cérémonielles absorbèrent d'anciennes fêtes déjà existantes en les réactualisant : le 12 octobre, jour de célébration de la patronne de l'Espagne, la Vierge du Pilar, devint « Jour de la Race » hispanique ; le 1^{er} mai fut conservé comme « Fête du travail » corporatif ; le « 2 mai » célébrait la résistance madrilène à l'occupant napoléonien, le 25 juillet fêtait le « Jour de l'Apostole Saint-Jacques », patron de la Reconquête. Ce calendrier se combinait à la célébration de

⁷ SEVILLANO, Francisco, *Franco, Caudillo por la gracia de Dios*, Madrid, Alianza, 2011, p. 257-297. Voir également : ZENOBI, Laura, *La construcción del mito de Franco*, Madrid, Cátedra, 2011, p. 212-218 et p. 302-326.

⁸ BOX, Zira, *España, año zero. La construcción simbólica del franquismo*, Madrid, Alianza, 2010, p. 197-286.

commémorations locales : anniversaires de la « libération » d'une ville ou d'un fait d'armes particulier.

L'autre pan des politiques de mémoire franquistes est l'effacement de toute mémoire libéral-démocratique : les nomenclatures urbaines furent nettoyées de toute référence jugée contraire au régime et le castillan s'imposa ; les monuments républicains ou régionalistes furent démontés ou détruits, comme le célèbre monument catalaniste au Docteur Robert à Barcelone⁹ ; les fêtes républicaines interdites ; les bibliothèques expurgées, etc. Les vaincus étaient considérés comme les représentants d'une « anti-Espagne » et, à ce titre, exclus de la communauté nationale. Cette politique de l'oubli échoua cependant à effacer le souvenir de la République au sein des familles de vaincus et surtout, dans les milieux de l'exil. Mais les mémoires républicaines demeuraient divisées, reflet des antagonismes politiques des années 1930.

3. Quelques hauts-lieux du franquisme triomphant

La politique de mémoire franquiste s'exprima spectaculairement dans de quelques lieux de mémoire imposants qui structurèrent l'activité commémorative : trois d'entre eux doivent être cités. Premièrement, le village de Belchite, en Aragon, fut choisi pour témoigner de la violence de la « barbarie rouge-séparatiste » et des destructions de la guerre¹⁰. Le village, fortement endommagé par une bataille qui dura d'août 1937 à mars 1938, fut entièrement conservé en ruines : c'est le premier exemple de village-martyr intentionnellement conservé en Europe. Il fut le théâtre

⁹ MICHONNEAU, Stéphane, « Un lieu de mémoire barcelonais : le monument au Docteur Robert », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 41-2, avril-juin 1994, pp. 269-289. Voir également : CULLETON, Colleen P., « La memoria descolocada : El monumento al Dr Robert », in Joan Ramon RESINA, Ulrich WINTER (éds.), *Casa encantada. Lugares de memoria en la España constitucional (1978-2004)*, Frankfurt, Vervuert, 2005, p. 111-130.

¹⁰ ALCALDE, Ángel, « La "gesta heroica" de Belchite: construcción y pervivencia de un mito bélico (1937-2007) », *Ayer*, 80/4, 2000, p. 193-214.

d'imposantes manifestations politico-religieuses jusqu'au milieu des années 1960. À côté du village en ruines, un nouveau village fut construit, modèle parfait d'urbanisme fasciste, grâce à la réquisition de la main d'œuvre forcée de plus de 1 000 prisonniers républicains. Le nouveau Belchite, premier « village adopté par le Caudillo » d'Espagne, fut inauguré en 1954¹¹.

L'Alcazar de Tolède, ayant été partiellement détruit suite au siège mené par l'armée républicaine entre juillet et septembre 1936, est un autre haut-lieu du régime¹². La résistance d'une poignée de cadets commandés par le colonel José Moscardó et leur libération consécutive à l'avancée des troupes franquistes sur Tolède furent élevées en légende nationale, rappelant le siège de Numance contre les Romains ou celui de Saragosse contre Napoléon I^{er}. Le mythe de l'Alcazar illustre le courage de combattants indomptables face à l'ennemi ainsi que celui de l'intervention miraculeuse de la Vierge de la Conception, patronne de l'Infanterie espagnole. Il servit activement la consolidation du pouvoir de Franco. Après quelques débats sur l'opportunité de sa restauration, L'Alcazar fut finalement reconstruit à l'identique, sans perdre de son pouvoir symbolique¹³.

Enfin, le *Valle de los Caídos* demeure la plus grande réalisation du régime sous la direction directe du dictateur qui choisit son emplacement dès 1940, au centre géographique de la péninsule Ibérique et à quelques encablures de l'Escorial. Le chantier pharaonique exploita 20 000 prisonniers républicains tout au long de vingt années, au titre d'une prétendue « réparation des dommages causés ». La croix qui domine le sanctuaire mesure 142m et par temps clair, elle est visible depuis Madrid.

¹¹ LÓPEZ GÓMEZ, José Manuel, *Un modelo de arquitectura y urbanismo franquista en Aragón, la Dirección General de regiones Devastadas*, Saragosse, Departamento de Educación y Cultura, 1995, p. 51-80.

¹² HERREROS, Isabelo, *El Alcázar de Toledo. Mitología de la Cruzada de Franco*, Madrid, Vosa, 1995, p. 78.

¹³ SIOU, Hervé, *Tolède et l'Alcazar. Espaces et mémoires. 1936-2011*, mémoire de recherche, Paris, IEP, 2012.

La « basilique », creusée à même le roc entre 1942 et 1956 mesure 162m de long, 20m de large et 35m de haut : elle abrite les restes de plus de 33 000 *Caídos* ainsi que, depuis son inauguration en 1959, les restes de Antonio Primo de Rivera. Le *Valle de los Caídos* fut conçu comme le lieu éternel de commémoration des vainqueurs de la guerre civile. En 1975, Juan Carlos I^{er} y fit transférer la dépouille de Franco qui y demeure encore de nos jours.

Il existe d'autres hauts lieux demeurés célèbres : le sanctuaire de Santa María de la Cabeza, près de Jaén, laissé en ruines, la reconstruction du Cerro de los Ángeles qu'Alphonse XIII avait consacré en 1919 ; la caserne de Simancas à Gijón, le site du Cuartel de la Montaña à Madrid, les ruines du Séminaire de Teruel, etc. Tous dessinent un réseau de hauts lieux qui irradient sur l'ensemble de la péninsule.

La passion des ruines que manifesta le franquisme pourrait étonner. Le succès des ruines comme décor des commémorations fut sans doute imputable à des raisons pratiques car le monument était somme toute prêt à l'emploi ; il présentait l'avantage d'un bénéfice politique émotionnel considérable pour un minimum de coût et d'aménagement. Les ruines renouvelèrent ainsi la panoplie traditionnelle et un peu désuète des monuments commémoratifs avec statue, colonne, obélisque, etc. dont l'espace urbain était quelque peu saturé. Un dernier avantage non négligeable était que les bâtiments en ruine constituaient une carrière de pierre symbolique, susceptible de développer une économie commémorative profitable : la municipalité de Burgos fut par exemple la première à souhaiter qu'on lui envoie une relique de Belchite pour constituer un monument public. Pour Carlos Sambricio, la passion franquiste pour les ruines proviendrait de « la théorie de la valeur des ruines » dont Albert Speer exposa les principes dans ses mémoires et qui défendait de « construire des édifices qui, après des centaines, ou comme

nous aimions à le croire, des milliers d'années, ressembleraient à peu près aux modèles romains »¹⁴. Dans la mesure où la formulation des projets espagnols est antérieure à l'élaboration de cette théorie nazie, il faut bien plutôt chercher leur origine dans l'imaginaire phalangiste. Ainsi, dans un écrit précoce d'avril 1937, Agustín de Foxá évoqua l'idée de perpétuer l'existence des ruines de l'Alcazar parce qu'on pouvait y lire, selon lui, la passion et l'enthousiasme de la lutte de la vraie Espagne. Pour Foxá, le pays avait besoin de « ruines récentes, de cendres nouvelles, de matériaux de démolition frais ; il fallait l'abside brisée, le charbon sur la poutre et le vitrail brisé pour purifier les psaumes »¹⁵. Selon cet intellectuel phalangiste, la beauté de la ruine permettait une sorte de rédemption car il considérait que la désolation et la destruction étaient une métaphore des corps sacrifiés mais aussi de la renaissance d'une Espagne authentique. Ces idées devaient inspirer finalement l'ensemble de l'œuvre de la reconstruction.

En effet, la reconstruction monumentale est indissociable d'une pensée urbanistique ambitieuse. En septembre 1939 fut créé à Burgos la Direction générale de l'architecture qui développa un plan de reconstruction à partir d'une esthétique nationale-catholique ou fasciste. Pour l'architecture modeste, celle des villages de la reconstruction, c'est un style archaïsant régionaliste qui fut privilégié¹⁶. Les conceptions qui présidaient ces projets reposaient sur les idées d'ordre, d'unité et de hiérarchie, incarnées selon les théoriciens de l'époque par le modèle de l'Escorial, panthéon royal des monarques espagnols et matérialisation de la puissance de l'État et de l'Église.

¹⁴ SAMBRICIO, Carlos, *Cuando se quiso resucitar la arquitectura*, Murcia, Comisión de Cultura del Colegio Oficial de Aparejadores y Arquitectos Técnicos, 1983, p. 213.

¹⁵ FOXA, Agustín de, « Arquitectura hermosa de las ruinas », *Vértice*, 1, avril 1937 et « Elegia a las ruinas de la Ciudad Universitaria », *Vértice*, 4, juillet 1937, p. 106.

¹⁶ SABIO, Alberto, « El discurso ruralista y la reconstrucción material y patriótica, 1937-1957 », in Carlos FORCADELL, Alberto SABIO (dir.), *Paisajes para después de una guerra. El Aragón devastado y la reconstrucción bajo el franquismo*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 2008, p. 175-191.

Cette source inspira la construction de nombreux édifices grandiloquents qui défigurent encore aujourd'hui le paysage madrilène : le nord-ouest de la capitale qui avait été un front de guerre stable entre 1936 et 1939 offrit un vaste champ de ruines qu'on pensa un temps conserver :

La partie détruite de la Cité universitaire restera dans son état actuel comme monument de guerre. [...] L'Hôpital clinique et les glorieux édifices détruits, avec leurs tranchées et leurs pare-éclats resteront en l'état, comme souvenirs de la guerre [...]. Cela constituera un monument éternel qui rappellera aux étudiants et à tous les Espagnols les sacrifices et les moments glorieux consacrés à cette enceinte, et ce sera en même temps un pôle d'attraction pour le tourisme national et international¹⁷.

Finalement en 1942, un plan d'ensemble d'une rare cohérence remodela ce Verdun espagnol. Une grandiose cérémonie d'inauguration eu lieu le 12 octobre 1943, où une croix de 18 mètres de haut fut élevée au milieu de l'esplanade centrale. Dans son discours, Franco évoqua les ruines « qui avaient disparu pour servir de fondations à ces édifices colossaux, qui sont à présent comme des monuments votifs à la gloire des morts », convertissant l'ensemble de la zone en une sorte de mausolée à ciel ouvert¹⁸. Parmi les réalisations, on compte notamment le ministère de l'armée de l'Air, réplique du palais-monastère de Philippe II, construit entre 1943 et 1957 par Luis Gutiérrez de Soto. Tout près s'élève l'Arc de la Victoire, édifié entre 1942 et 1956 à l'aboutissement de la route qu'avaient empruntée les troupes franquistes lors de la conquête de Madrid. Dans l'axe, un immense pavillon circulaire accueille le culte aux *Caídos*. Face à l'Arc de la Victoire, l'ensemble de la Cité universitaire de Madrid fut marquée par une monumentalité académique imitée du style fasciste : bâtiments de facultés, *paraninfo* en forme de gigantesque temple romain, siège du Rectorat, etc.

¹⁷ *El Heraldo de Aragón*, 28 avril 1939.

¹⁸ RODRÍGUEZ LÓPEZ, Carolina, « Usos políticos y académicos del espacio universitario: la Ciudad Universitaria de Madrid en el primer franquismo », *VII Congreso de la Asociación de Historia Contemporánea, Memoria e identidades*, Saint-Jacques-de-Compostelle/Ourense, 2004, s.p.

4. Des monuments de la victoire aux monuments de la paix (1960-1990)

La référence à la guerre perpétua la violence originelle du conflit dans l'après-guerre, entretenant un état permanent de « paix armée ». Cependant, le milieu des années 1960 marquent un tournant important : l'adoption du Plan de stabilisation en 1959 qui tourna la page de l'autarcie, et la fin de l'isolement diplomatique de l'Espagne qui entra à l'ONU en 1955 permit au régime de refonder sa légitimité sur le maintien de la « paix sociale » et la récente prospérité économique¹⁹. En 1964, la campagne pour célébrer « les 25 années de paix » fut une réaction aux demandes réitérées de réconciliation professées par les oppositions au franquisme, réunies pour la première fois à Munich en 1962.

Du côté des oppositions intérieures, les manifestations étudiantes de 1956 à Madrid posaient les fondements d'une collaboration entre tous les déçus du régime, unissant dans une même protestation les fils des « vainqueurs » et les fils des « vaincus ». À partir de Vatican II, la partie de l'Église la plus sensible aux souffrances sociales commença à se détacher du régime, créant notamment en Catalogne un espace de dialogue et de réflexion qui accoucha du renouveau du régionalisme d'inspiration catholique. Mais hostile à tout esprit de réconciliation, le franquisme n'entendait que consolider son hégémonie. On note cependant que le regard sur la guerre civile évolua : elle était interprétée comme une tragique « guerre fratricide » entre Espagnols où vainqueurs et vaincus étaient co-responsables de la catastrophe collective. Franco s'imposait alors comme l'unique recours face à la prétendue violence atavique des Espagnols.

¹⁹ CAZORLA SÁNCHEZ, Antonio, *Fears and Progress. Ordinary Lives in Franco's Spain, 1939-1975*, Wiley Balckwell, Oxford, 2010, p. 133-172.

À partir de 1964 donc, on note un recul manifeste des cérémonies bellicistes et l'abandon de plusieurs lieux de mémoire importants. La finalité des monuments de cette époque était l'hommage à un Franco devenu bâtisseur d'une Espagne moderne²⁰. De nombreuses villes se dotèrent alors de statues équestres comme Barcelone en 1963, Santander et Valence en 1964, El Ferrol en 1967, etc²¹. La basilique de la Vierge du Pilar, à Saragosse, convertie en sanctuaire de la « race » hispanique, fut dotée d'une place gigantesque pour accueillir les foules. Surtout, la modernisation des villes donna lieu au déploiement d'une statuaire moins politique qui pouvait à l'occasion épouser les canons de l'art contemporain.

À la mort du dictateur, l'idéologie franquiste avait profondément ancré le pacifisme dans l'opinion, identifiant la République à la guerre et au chaos social, causes désignées des malheurs de l'Espagne : la peur d'un retour hypothétique de la guerre fut le guide non-avoué de la transition démocratique. C'est pourquoi cette dernière ne représente paradoxalement pas un tournant majeur des politiques de mémoire. Globalement, le régime démocratique prôna la réconciliation, fût-ce au détriment de la mémoire des victimes du franquisme. Il suivait en cela la majorité de l'opinion publique qui était davantage attachée au maintien de l'ordre et à la paix sociale qu'à la démocratie ou à la justice sociale. La loi d'amnistie promulguée en octobre 1977 scella cette option réconciliatrice : non seulement elle ne réhabilita pas complètement les anciens membres de l'armée républicaine et les victimes de la répression franquiste mais de plus, elle imposa l'impunité des anciens bourreaux. Ainsi, l'État refusa de promouvoir une politique de deuil public vis-à-vis des victimes et de leurs

²⁰ VIEJO-ROSE, Dacia, *Reconstructing Spain. Cultural Heritage and Memory after Civil War*, Brighton- Portland-Toronto, Sussex Academy Press, 2011, p. 150-196.

²¹ DE ANDRÉS, Jesús, « Las estatuas de Franco, la memoria del franquismo y la transición política española », *Historia y Política*, 12, 2004, p. 161-186. Voir également : « Los símbolos y la memoria del Franquismo », *Estrategias políticas de cultura y comunicación*, 23, 2006-23, p. 21-27.

familles et la loi d'amnistie fut la clé de voûte de la stratégie de consensus promue par le nouveau régime.

Ce que certains interprètent aujourd'hui comme un « pacte de silence », voire d'oubli, fut avant tout une tentative de neutralisation politique du potentiel explosif que représentait la question du passé récent. La guerre, présentée comme un accès de folie collective, induisait une forme de culpabilité partagée que la démocratie prétendait dépasser. Finalement, le silence sur la guerre servait la justification de la démocratie comme rédemptrice des crimes du passé, sorte de *happy end* d'une histoire tragique.

Dès lors, les politiques de mémoire de la transition furent timides, plus encore après la tentative de coup d'État du lieutenant-colonel Tejero en février 1981 : l'arrivée à Madrid du tableau de Picasso, *Guernica*, en 1981 constitua l'unique exception de reconnaissance explicite des actes criminels de l'ancien régime. La majorité des symboles de l'État franquiste demeura en place jusqu'en 1984 ou au-delà, notamment l'écusson de l'État, les couleurs du drapeau et l'hymne. Beaucoup de fêtes furent simplement rebaptisées : le 1^{er} avril (1939), « Jour des forces armées », le 12 octobre « fête de l'hispanité » et fête nationale. L'anniversaire de la mort du dictateur, le 20 novembre, continua d'attirer les opposants à toute évolution démocratique, à Madrid et au *Valle de los Caídos*. On vit même apparaître de nouveau monuments à Franco inaugurés, comme une statue équestre à Guadalajara en 1976. De nombreux monuments du franquisme furent conservés ou opportunément convertis en lieu de réconciliation ou de célébration des valeurs de la paix universelle : ainsi, le *Valle de los Caídos* ou Belchite. La plupart de ces reconversions échouèrent.

Certes, la monarchie s'employa à promouvoir ses propres repères : non seulement elle ne prôna jamais la rupture avec la symbolique franquiste

mais de plus, elle tournait le dos au seul régime démocratique qui l'avait précédée²². Le camp des « vaincus » paya au prix fort le retour de la démocratie. Si une loi de 1978 concédait enfin des indemnités aux invalides de guerre du camp républicain, celle touchant les anciens prisonniers et travailleurs forcés ne vit pas le jour. Cette disposition générale à ne pas évoquer le passé s'explique par l'ascension au pouvoir de « la génération de 1956 » dont la politisation n'était pas définie par le contexte idéologique des années 1930.

En fait, la rupture fut beaucoup plus prononcée sur un plan local et régional, prioritairement dans les régions depuis longtemps acquises aux valeurs démocratiques, de par leur sentiment national différentiel (Catalogne, Pays Basque). Après les élections démocratiques de 1979, les municipalités agirent de manière contrastée, créant des décalages criant avec d'autres régions beaucoup plus conservatrices : si celle de Santander ou de Guadalajara (cette dernière à majorité socialiste) se refusèrent à enlever les statues équestres de Franco, celle de Valence ou de Barcelone s'y résolurent. À Barcelone, l'ancien monument à la République inauguré en 1936, converti en 1939 en monument à la Victoire, fut simplement « déshabillé » de tous ses symboles afin de la neutraliser : la place qui l'accueillait fut baptisée au nom de Juan Carlos jusqu'en 2016. À Valence où les socialistes avaient remporté la municipalité en 1979, la décision de retirer la statue équestre de Franco fut suspendue trois fois de suite par décision expresse du gouvernement. À l'inverse, Madrid restait un véritable conservatoire des politiques de mémoire du franquisme.

Seuls les milieux de l'exil semblaient cultiver le souvenir de la guerre. Là, on continua à cultiver des mémoires singulières qui tardèrent longtemps à s'intégrer au récit national : ainsi, la mémoire des Brigades Internationales,

²² SONG, Rosi H., « El patriotismo constitucional o la dimensión mnemotécnica de una nación », in Joan Ramon RESINA, Ulrich WINTER, *Casa encantada...*, *Op. Cit.*, p. 223-237.

mythe d'ampleur universel. De même, la mémoire de la *Retirada*, intimement liée à la mémoire de la participation active des exilés espagnols à la Résistance française. Enfin, la mémoire de la déportation de 9 000 exilés républicains à Mauthausen, au sein de l'Amicale du même nom siégeant à Paris. Ces faits démontrent que la mémoire de la guerre civile espagnole a un caractère international souvent négligé, comme l'illustre le cas de *Guernica* qui était entreposé à New York.

5. La question monumentale, avatar des mémoires des victimes du franquisme (1990-2016)

Au début des années 1990, la montée en puissance des mémoires des victimes du franquisme, constitua une rupture évidente avec la période précédente. Elle fut accompagnée par un renouveau historiographique datant des années 1970 qui culmina en 1986, 50^e anniversaire du soulèvement, par la tenue de colloques et la publication de travaux de synthèse qui renouvelaient l'histoire de la dictature, bien qu'indifférent aux questions mémorielles. Ainsi, entre 1975 et 1990, un nombre considérable de publications sur la guerre civile accrut la connaissance du conflit, mais l'évocation permanente des horreurs de la guerre eut un effet contreproductif sur le plan des mémoires : elle nourrit une peur du retour de la guerre civile qui légitimait le choix d'une réconciliation à tout prix. Cela ne signifie pas que ce prix ait été ignoré. Le paradoxe voulut donc que le discours public de la mémoire ne cesse de vouloir discipliner certains porteurs de la mémoire de la guerre, notamment les victimes, jusque dans l'intimité des familles.

Il est indéniable enfin que la mémoire de la guerre ne fut pas homogène dans la société espagnole : là où la société avait massivement changé, notamment en ville, le souvenir des antagonismes du passé s'était adouci. À la campagne où les inégalités agraires furent conservées par le franquisme,

le souvenir des crimes de guerre et de la répression demeura plus vivace, malgré l'exode rural et la modernisation. De plus, la mémoire des vaincus ne put jamais se socialiser ni s'exprimer publiquement si bien que l'interprétation que les individus firent de leur expérience pendant la guerre fut perméable à la propagande franquiste qui les culpabilisait : au total, la peur et la honte sociale entretinrent un silence de plomb.

Le « retour » du passé expérimenté à partir de 1996 a une origine immédiate dans la politisation du thème de la guerre civile lors des élections générales qui devaient voir la droite accéder au pouvoir, pour la première fois depuis 1982. L'anniversaire du 60^e anniversaire de la guerre ne fut pas étranger à ce mouvement : le Parlement offrit aux 400 Brigadistes encore vivant la nationalité espagnole, en l'absence des principaux représentants du parti conservateur. La victoire de la droite raviva un courant révisionniste qui cherchait à disculper la responsabilité des militaires rebelles en convertissant le coup d'État de 1936 en une « réponse légitime » du parti de l'ordre face aux débordements révolutionnaires de la République. Cette interprétation éminemment contestable aiguillonna la recherche académique qui multiplia les études, notamment dans le champ encore vierge des études sur la répression, les maquis, l'exil, le travail forcé, etc.

En 2000, la création par Emilio Silva de l'Association pour la récupération de la mémoire historique intervint à un moment-clé où la mémoire vive des témoins des événements était appelée à disparaître rapidement en raison de l'âge avancé des témoins. À la même époque, on procéda dans un petit village du Léon, Priaranza del Bierzo, à la première exhumation médiatisée des restes du grand-père d'Emilio Silva. La question des « disparus » de la répression, entre 30 et 50 000 personnes répartis dans des centaines de fosses communes, occupa à partir de ce moment un

lieu central dans l'opinion publique²³. De nombreuses initiatives fleurirent partout en Espagne : fin 2003, on comptabilisait une trentaine d'associations civiques ; fin 2005, elles étaient 170²⁴ !

Cette vague mémorielle vit éclore une multitude de nouveaux monuments pour commémorer les victimes du franquisme : stèles à pied de fosse, monuments aux victimes de la répression, à celles des bombardements, aux Brigadistes, aux exilés, aux déportés de Mauthausen, etc²⁵. Cet élan contrastait avec l'indifférence manifeste des autorités publiques qui refusaient d'épauler économiquement les exhumations, malgré la pression morale exercée par l'opposition de gauche. En 2002, le gouvernement espagnol fut condamné par l'ONU, ce qui motiva le vote aux Cortes d'une condamnation du coup d'État de 1936 le 20 novembre 2002, soit 27 ans après la mort du dictateur ! En vérité, ce vote de principe ne leva pas les innombrables blocages contre les inhumations, alors même que le gouvernement s'efforçait d'honorer les restes des 4 500 combattants de la *División Azul* qui avait combattu en URSS aux côtés des nazis. Cette injustice flagrante ne fut pas pour rien dans la reconquête du pouvoir par les socialistes en 2004.

Le nouveau gouvernement socialiste mit au calendrier la préparation d'une loi « pour la récupération de la mémoire historique », promulguée en

²³ FERRANDIZ, Francisco, « Cries and Whispers: Exhuming and Narratives Defeat in Spain Today », *Journal of Spanish Cultural Studies*, 9/2, 2008, p. 177-192. Voir également : *ID.*, « Exhumaciones y políticas de la memoria en la España contemporánea », *Hispania Nova*, 7, 2007, <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d003.pdf>.

²⁴ GÁLVEZ BIESCA, Sergio, « El proceso de recuperación de la “memoria histórica” en España. Una aproximación a los movimientos sociales por la memoria », *International Journal of Iberian Studies*, 19, 2006, p. 25-51.

²⁵ MIR, Conxita, « Els espais de dol com espais públics de memòria: les fosses comunes de la guerra civil i de la repressió franquista », colloque *Espai Urbà, memòria i ciutadania. Restauracions, transmissions i resignificacions del patrimoni democràtic*, Memorial Democràtic, Universitat autònoma de Barcelona, Museu d'Història de la Ciutat de Barcelona, 15-18 mars 2011. Voir également : *ID.*, GELONCH SOLÉ Josep (dir.), *Duelo y memoria. Espacios para el recuerdo de las víctimas de la represión franquista en perspectiva comparada*, Lleida, Publicacions de la Universitat de Lleida, 2013, p. 11-18.

décembre 2007 : on débaptisa les noms de rues dans de nombreuses villes et ceux d'une quinzaine de villages ; on démonta les statues de Franco encore en place, souvent de nuit, notamment à Madrid. On débarrassa l'espace public des signes les plus manifestes de l'idéologie franquiste. Salamanque, Santander ou El Ferrol, ville où naquit Franco, opposèrent une forte résistance à ces changements. La pression civile déclencha parfois une véritable chasse aux symboles franquistes, comme le Collectif citoyen pour la suppression des symboles franquistes (COGISFRA), fondée à Melilla en 1999.

Mais globalement, celle loi se situa bien en deçà des attentes de la société civile : le financement des exhumations continua de dépendre d'administrations rétives ; la dévolution des propriétés expropriées par la dictature fut exclue ; de même, la question d'un règlement judiciaire des crimes franquistes fut paralysée par la loi d'amnistie de 1977, malgré les efforts du juge Garzón pour l'internationaliser via un recours pour « crime contre l'humanité » ; la liquidation de l'appareil monumental franquiste dans l'espace public fut inégalement réalisé au prétexte qu'il constituait un patrimoine à conserver : à ce titre, le *Valle de los Caídos* où est interdit toute manifestation nostalgique de la dictature demeure une épine dans le pied de la démocratie. Si les derniers ossements gagnèrent la basilique en 1983, les polémiques ne s'éteignirent pas, notamment celle qui révéla en 2008 qu'une partie des restes exhumés avaient été extraits de fosses où reposaient des républicains fusillés²⁶. *Foro por la Memoria*, puissante association de récupération de la mémoire proche du parti néo-communiste, a demandé la destruction d'une partie du monument, la désacralisation de la basilique, le transfert des corps de Primo de Rivera et de Franco dans des cimetières et la transformation de la basilique en centre

²⁶ FERRÁNDIZ, Francisco, « Guerras sin fin: guía para descifrar el Valle de los Caídos en la España contemporánea », *Política y Sociedad*, 3/48, 2011, p. 481-500.

de l'histoire de l'antifascisme. Aujourd'hui encore, la tombe de Franco est fleurie au frais de l'État.

La « défranquisation » de l'Espagne demeura donc une question pendante que le nouveau gouvernement conservateur, revenu au pouvoir en 2012, étouffa soigneusement.

6. Aujourd'hui, « un passé qui ne passe pas »?

La coexistence d'une véritable industrie de « récupération de la mémoire historique » et du deuil des survivants de la répression franquiste montrent qu'il n'existe pas de voie « normale » du traitement de la question du passé. Toutefois, en Espagne, la volonté politique de cicatrifier les blessures du passé n'a été ni constante ni homogène. La longue persistance des lieux de mémoire franquistes est symptomatique de la frilosité des politiques entreprises tant par les gouvernements progressistes que conservateurs. En définitive, la pression sociale a généré un débat public très vif qui mit les autorités au pied du mur.

Dans ces conditions, les acteurs locaux et régionaux furent ceux qui donnèrent les impulsions majeures aux revendications des associations civiques : le statut autonome des régions espagnoles joua dans ce sens en Catalogne, au Pays basque ou bien en Andalousie. Les mouvements nationalistes présents dans les deux premières Communautés ont développé une perception particulière de la guerre civile et de ses conséquences : d'abord parce que ces régions accédèrent à la constitution de gouvernements autonomes dans les années 1930, évidemment supprimés par le franquisme ; ensuite, parce que ces régions furent le siège d'une contre-culture au franquisme bien plus vive que dans le reste du pays. Cette dynamique sociale encouragea la disparition précoce de toute référence à la dictature et le retour de l'appareil monumental détruit,

comme l'association *Volem les nostres estàtues* (Nous voulons nos statues), née à Barcelone dès 1983. La lecture de la guerre civile qui en résulte tend à nier la dimension socio-économique des affrontements des années 1930 pour privilégier une lecture en terme national, où le franquisme joue le rôle d'agresseur de sociétés qui auraient été majoritairement démocratiques et pacifiques. L'expression de « guerre civile » perd ici de son contenu.

Ces lectures historiquement contestables ont façonné un consensus inédit sur l'interprétation de la guerre et de la répression, fondement de politiques de mémoire particulièrement actives, voire avant-gardistes. Dès 1984, la tombe de Lluís Companys, ancien président de la Généralité assassiné par les franquistes en 1940, devint un mémorial aux victimes de la dictature. En 2007, le gouvernement catalan promut la création du *Mémorial démocratique*, entité publique chargée de promouvoir la politique de « récupération de la mémoire historique ». Cette entité coordonne l'activité d'un réseau constitué d'une soixantaines de lieux de mémoire : villages en ruines, monuments commémoratifs, 170 fosses communes et cimetières, musées et centres d'interprétation, chemins de l'exil, etc. Seules l'Andalousie et le Pays basque se sont dotés d'institutions similaires, et plus temporairement, l'Aragon. Ces exemples tendent à montrer que la patrimonialisation des restes de la guerre participe de la résolution des tensions mémorielles. Ils montrent également qu'en Espagne, les questions mémorielles se jouent tout autant au niveau régional qu'au niveau national.

La mémoire demeure donc un terrain de conflits incessants, amoindri actuellement pas la priorité donnée aux questions politiques et sociales résultant de la crise économique de 2007. La judiciarisation des conflits de mémoire n'est pas à l'ordre du jour, comme elle le fut dans de nombreux pays : pis encore, la révision des condamnations à mort prononcés par des tribunaux d'urgence dans les années 1940 n'est pas ouverte, de même que

la boîte de pandore que constitue les compensations économiques aux expropriations forcées. De manière générale, les revendications des associations civiques ne sont pas reconnues par des pans entiers de la société espagnole : le parti conservateur, la hiérarchie de l'Église catholique qui a engagé la béatification de 498 de ses « martyrs » en 2007, les victimes des violences républicaines et leurs familles, l'extrême droite philo-franquiste, etc. À l'inverse, les revendications mémorielles se retrouvent mêlées à des considérations politiques de révision critique de la transition²⁷ démocratique : le parti *Podemos*, les néo-communistes ou bien les néo-républicains catalans entendent livrer le procès politique de la transition. Pourtant, la thèse du « pacte de l'oubli » participe bien d'une lecture rétrospective de l'histoire qui n'est pas conforme à la réalité historique²⁸. Comme souvent, les conflits politiques en cours réactualisent les conflits mémoriels, et vice-versa, preuve de ce qu'en Espagne, la guerre civile est le miroir dans et par lequel la plupart des conflits politiques sont rejoués, fussent-ils étrangers à l'événement fondateur de la contemporanéité espagnole.

Comme dans d'autres pays, la mémoire est devenue en Espagne une valeur démocratique centrale : or, le régime démocratique a longtemps évité une condamnation explicite du régime antérieur si bien que le rejet de la dictature ne compte pas parmi les évidences de la vie politique espagnole actuelle. La mémoire a logiquement cristallisé des formes de déception et de mécontentement d'origine très diverse vis-à-vis des institutions démocratiques postfranquistes. Pour autant, le rejet du franquisme n'a cessé de croître dans la société espagnole depuis 1975 et la confiance dans les valeurs de la démocratie n'a pas été entamée. On peut donc en déduire

²⁷ ACEVEDO, Carlos, *et alii*, *CT o la Cultura de la transición*, Barcelona, Debolsillo, 2012.

²⁸ AGUILAR, Paloma, « Presencia y ausencia de la guerra civil y del franquismo en la democracia española. Reflexiones en torno a la articulación y ruptura del “pacto de silencio” », in Julio AROSTEGUI, François GODICHEAU, *Guerra Civil : mito y memoria*, Madrid, 2006, p. 245-293.

que jusqu'à présent, la timidité des politiques de mémoire de la transition n'a pas eu d'impact majeur sur le degré d'acceptation du système démocratique.